

Les extrémistes de "Radio Machette"

PAR HERVÉ DEGUINE ET ROBERT MÉNARD

"C'ÉTAIT une activité commerciale comme une autre."

M. Félicien Kabuga, riche homme d'affaires et ex-président de Radio libre des Mille Collines (RTLTM), clame son innocence. Que "radio machette" ait appelé à tuer *"même les enfants"*, déplorant que "les fosses ne soient pas encore pleines", ne trouble pas ce proche de la famille Habyarimana dont la fille a épousé Jean-Pierre, l'un des fils du couple présidentiel. Pour lui, *"RTLTM ne visait nullement à encourager la haine"*...

Créée en juillet 1993, RTLTM était, à la veille du génocide, la seule radio privée du Rwanda (1). Pour l'Akazu, le clan des extrémistes hutus regroupés autour de Mme Agathe Habyarimana, la femme du dictateur, la station était une riposte aux accords d'Arusha, dont la signature était imminente. Ceux-ci prévoyaient, en effet, le partage des ondes de Radio-Rwanda (la radio nationale) ; les hommes du "Hutu power" mirent alors sur pied leur propre radio. L'argent provenait pour partie de la femme du président et de M. Félicien Kabuga. M. Ferdinand Nahimana, le "Goebbels hutu", était directeur des programmes. Ce brillant historien (aujourd'hui réfugié à Yaoundé, Cameroun), qui a soutenu une thèse à l'université Paris-VII sur l'histoire de la nation rwandaise, était directeur de l'Office rwandais d'information avant d'être renvoyé de ce poste en raison de sa participation active au massacre de 300 Tutsis du Bugesera, en mars 1992.

Quand, le 6 avril 1994, l'avion qui transporte Juvénal Habyarimana est abattu, RTLTM annonce, presque immédiatement, l'attentat, aussitôt attribué au Front patriotique rwandais (FPR). La radio nationale ne diffusera l'information que le lendemain matin. Mais déjà, poste radio dans une main et machette dans l'autre, soldats et miliciens dressent des barricades, sillonnent la capitale et commencent à massacrer. Chaque jour, d'avril à juillet, RTLTM encourage, oriente, galvanise les troupes gouvernementales et les Interahamwe (2).

Le 3 juillet 1994, peu avant la chute de Kigali, les "journalistes" de la radio extrémiste s'emparent d'un émetteur mobile de la radio nationale et battent en retraite. RTLTM se replie alors à Butare, puis à Gisenyi. Autour du 7 juillet, M. Ferdinand Nahimana accède à une requête d'un officier français et prie les animateurs de RTLTM *"de cesser les appels au meurtre contre les membres de la Minuar"*. Pas un mot pour les Tutsis. RTLTM émettra, pour la dernière fois, le 16 ou le 17 juillet depuis Gisenyi, avant de se réfugier à Goma, au Zaïre. A ce moment, la radio ne se contente plus d'appeler au meurtre ; elle incite également les Rwandais à

fuir en masse l'arrivée du FPR, contribuant ainsi à l'un des plus graves et des plus meurtriers exodes de l'histoire contemporaine.

A Bukavu ou à Goma, *"entre les mains des Zaïrois"* selon une source militaire française, ou *"dissimulé dans les camps"* selon le rédacteur en chef de RTL, M. Gaspard Gahigi, le matériel de la radio est stocké en lieu sûr. Par intermittence, Radio-Rwanda en exil prend le relais de RTL. Avec le même extrémisme. Puis, quelques semaines plus tard, les ondes se taisent.

Reste à expliquer l'attitude des autorités zaïroises et, surtout, celle des militaires français. Pourquoi Radio Mille Collines a-t-elle pu émettre un temps depuis la "zone humanitaire sûre", où stationnaient les soldats de l'opération "Turquoise" ? Pourquoi a-t-elle pu traverser plusieurs fois cette zone sans être inquiétée ? Sur le terrain, les militaires français disent avoir tenté de brouiller la radio. En vain. Pourtant, des sources diplomatiques à New York et à Washington affirment que *"techniquement, il était possible de trouver et de détruire ou faire taire les émetteurs mobiles de Radio libre des Mille Collines. Nous avons été surpris par le fait que la France n'ait pas considéré une telle mission comme une priorité"*. Le ministre français de la défense, M. François Léotard, répond à ces accusations en faisant valoir que le brouillage des émissions de radio ou la destruction d'un émetteur ne faisaient pas partie du mandat confié à la France par l'ONU... qui, au même moment, multipliait les rapports dénonçant le rôle criminel de RTL !

Un seul journaliste ayant appelé au meurtre est sous les verrous. Joël Hakizimana, ancien rédacteur de Kangura - à qui l'on doit les *"dix commandements du bon Hutu"* - a même été choisi par ses codétenus de la prison "1930" de Kigali comme "capita général", une sorte de porte-parole des prisonniers. Les autres, loin de se cacher, persistent.

Dans les camps de Goma et de Bukavu (Zaïre) et à Nairobi (Kenya), on a assisté, dès le mois de septembre 1994, à un inquiétant regain d'activité des journalistes extrémistes exilés. Les principaux animateurs de RTL, de Radio-Rwanda en exil, et de plusieurs journaux de sinistre notoriété (Interahamwe, Kangura, La Médaille...) se sont regroupés au sein de l'Association des journalistes rwandais en exil (AJRE). Les statuts de l'AJRE ont été déposés le 1er octobre 1994 au ministère de la justice à Kinshasa (Zaïre). A partir de Goma, M. Hassan Ngeze a publié, depuis le mois de septembre, au moins cinq numéros de Kangura, dans lesquels il a annoncé notamment *"le retour à Kigali avant Noël 1994"*, *"au besoin par les armes"*. Toujours à Goma, M. Gaspard Gahigi, l'ancien rédacteur en chef de RTL, a lancé, début novembre, le bulletin de liaison de l'AJRE, Amizero. Parmi les rédacteurs de ce journal ronéotypé, on retrouve les

noms de Valérie Bémériki (RTLM), Kantano Habimana (RTLM) et Thacien Hahozayezu (*Interahamwe*). Le journal est diffusé dans les camps par un réseau de militants bien organisés.

Jusqu'à présent, les initiatives de Reporters sans frontières auprès de la Commission des droits de l'homme et du Conseil de sécurité des Nations unies, en vue d'obtenir l'interdiction de cette association et de ces journaux, n'ont pas abouti (3). Pas davantage que les plaintes déposées au cours de l'été dernier, en France, à l'encontre de responsables de RTLM qui ont trouvé refuge à Paris durant plusieurs mois (4). Et M. Gaspard Gahigi a pu soutenir, en toute impunité : "Nous avons tout le matériel, nous n'excluons pas de redémarrer une radio. Peut-être sous un autre nom."

HERVÉ DEGUINE ET ROBERT MÉNARD

* Journalistes. Robert Ménard est aussi président de Reporters sans frontières, Paris.

(1) Cf. François Misser, "**Rwanda : médias et génocide**", *Le Monde diplomatique*, août 1994.

(2) Jean-Pierre Chrétien, Jean-François Dupaquier et Robert Ménard, *Rwanda : médias de la haine ou presse démocratique*, Editions Reporters sans frontières, 5, rue Geoffroy-Marie, 75009 Paris.

(3) Olivier Russbach, *ONU contre ONU*, La Découverte, Paris, 1994.

(4) Cf. *Les Médias de la haine*, Reporters sans frontières, sous la direction de Renaud de la Brosse. A paraître aux éditions La Découverte, en avril 1995.

Mots-clés

- **Rwanda**
- **Génocide**
- **Infoguerre**
- **Médias**
- **Racisme**

